

A l'appel des huit organisations syndicales de la fonction publique, aux Finances, comme dans l'ensemble du monde du travail, toutes et tous en grève et en manifestations le 1er octobre, pour :

- L'abrogation de la réforme des retraites
- L'augmentation des salaires et des pensions et l'égalité entre les femmes et les hommes
- Le financement de nos services publics
- Le développement de l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux.

RDV à Metz Place de la Gare à 14h



Et avec ça, qu'est-ce que je vous mets ?

Les Finances Publiques se modernisent, se transforment sous l'impulsion du contrat d'objectifs et de moyens. Nous pouvons le constater dans le domaine de l'accueil. Il y a 20 ans, l'accueil était fondamental avec des plages horaires matin et après midi ; Puis, les heures se sont amoindries pour se cantonner aux seules matinées. Ces nouveaux horaires étaient en liaison avec la dématérialisation à tout-va (impôt.gouv, paiements à échéance et mensualisation...). Il fallait alors apprendre au public à se passer de nos services, afin de désengorger les halls d'accueil. Un service sans public.

Actuellement, et après la période COVID, nous constatons un nouvel intérêt pour l'accueil lié à la nouvelle répartition des espaces dédiés dans les bâtiments tertiaires. Il faut, désormais, se doter d'un hall d'accueil convivial, agréable. Un service public en sommes.

Bien entendu, qui dit accueil dit Agents d'accueil. De généralistes, les Agents, qui se devaient d'être ensuite spécialistes, redeviennent généralistes : savoir répondre à des questions simples concernant les divers services des Finances Publiques (assiette, recouvrement, foncier, Service gestion Comptable, SIE, amendes) mais aussi touchant d'autres organismes (CAF, CPAM...) Un véritable hôte et hôtesse d'accueil, il ne manque plus, que l'uniforme et le petit chapeau qui va bien.

À force d'être polyvalent, ne devient-on pas bon à rien et mauvais en tout ? Que dire de l'accueil au SIP de

Sarrebourg avec la création de l'antenne du SDIF. Les Agents d'accueils doivent palier le faible effectif du service foncier, au retard accumulé dû au naufrage des services restructurés et à la gestion particulière de ce nouveau service avec la bénédiction de la Direction. Devant de telles constatations, nous pouvons et devons nous questionner sur l'avenir des Finances Publiques : devenir une grande « Maison France Service » ? Voir la disparition inéluctable des Finances Publiques ? S'interroger sur son propre devenir au sein du réseau ?

Ces observations font naître un dialogue absurde mais pas tant que ça finalement :

Redevable : Bonjour

Agent : Bonjour, que puis-je faire pour vous ?

Redevable : Il me faudrait une copie de mon avis d'imposition s'il vous plaît.

Agent : Voilà. Et, avec ça, qu'est-ce que je vous mets ? Nous avons de la blanquette de veau en plat du jour.

Redevable : Non merci. Par contre, je vais vous prendre un sandwich au jambon et un paquet de chewing-gum.

Agent : C'est gratuit pour vous aujourd'hui, vous avez terminé votre carte de fidélité. Pour 10 achats à nos guichets, le 11^e est gratuit. Bonne journée.

En reprenant le titre « et avec ça, qu'est-ce que je vous mets », nous ne savons pas encore ce que nous allons vous mettre, mais nous pouvons aisément imaginer, ce que nous allons prendre !!!

LE MONDE DANS LEQUEL NOUS VIVONS...

La pauvreté et les privations augmentent encore, alerte le Secours Populaire

Se priver de nourriture pour boucler ses fins de mois ou simplement nourrir ses enfants, renoncer à se soigner, peiner à payer la cantine scolaire, son logement ou à faire face aux frais d'énergie ou de transport : les privations auxquelles les Français-es les plus pauvres s'astreignent ne diminuent pas, bien au contraire.

C'est ce qui ressort nettement de la 18^e édition du baromètre du Secours populaire sur la pauvreté et la précarité en France, publié jeudi 12 septembre avec l'entreprise de sondage Ipsos (s'appuyant sur un échantillon de 996 personnes représentatives de la population française interrogées par téléphone en mai 2024).

Selon l'étude, deux tiers des Français-es interrogé-es ont connu ou été sur le point de connaître une situation de pauvreté cette année, en hausse par rapport à l'an dernier. L'association souligne que cette fragilité frappe en premier lieu les classes populaires, soit les ouvriers et les employés. Autre constat fait par le Secours populaire : les zones rurales sont par ailleurs moins bien loties en matière de services publics et aussi moins bien desservies par les transports, ce qui favorise l'isolement.

L'année 2024 marque aussi une dégradation sur les postes de dépenses essentiels comme le logement, l'accès aux soins ou l'énergie. Près de la moitié des personnes interrogées ne chauffent pas leur logement lorsqu'il fait froid, ou déclarent ne plus pouvoir subvenir à leurs dépenses d'énergie. Autant d'indicateurs en hausse, comme pour les difficultés à payer le loyer ou l'emprunt immobilier. Une pauvreté qui conduit « parfois ou régulièrement » à ne pas faire trois repas par jour ou à se priver pour pouvoir nourrir les enfants, ou à vivre sans mutuelle (pour un tiers des personnes interrogées).

Le travail n'empêche plus la pauvreté

La « grande fragilité des ménages » se matérialise à travers un autre indicateur : les répondant-es fixent le « seuil de pauvreté subjectif » à 1 396 euros par mois et par personne. Soit 200 euros de plus que le seuil de pauvreté fixé à 1 158 euros par mois par l'Insee, et seulement 2 euros de moins que le Smic (1 398 euros net pour un mois travaillé à temps plein).

Comme le revendique la CGT l'augmentation du SMIC et des salaires en général est aujourd'hui UNE URGENCE ABSOLUE dans la 7^e puissance économique mondiale qui connaît l'augmentation la plus importante du nombre de milliardaires et de millionnaires de toute l'Union Européenne.

Accéder au site du secours populaire : [Baromètre de la pauvreté et de la précarité](#)

Plus de 2 000 enfants dorment dans la rue en France, un nombre en hausse de 120% en quatre ans

Selon le baromètre de l'Unicef France et la Fédération des acteurs de la solidarité, 467 sont âgés de moins de 3 ans parmi ces enfants sans solution d'hébergement.



LE MONDE DANS LEQUEL NOUS LUTTONS...

Des actes racistes d'une rare violence ont éclaté dans plusieurs villes du Royaume-Uni ces dernières semaines.

L'extrême-droite très active sur les réseaux sociaux utilise les événements tragiques de Southport pour diviser la population et propager sa xénophobie. Elle n'hésite pas à mentir pour cela, en se servant de la douleur des familles endeuillées.



Le TUC (Trades Union Congress) qui organise plus de 6 millions de travailleuses et travailleurs rappelle que les syndicats au Royaume-Uni ont toujours été au cœur des efforts visant à unir les communautés et à lutter contre la haine.

Pour battre la division de l'extrémisme, le monde du travail a besoin d'espoir et de perspectives en rupture avec les politiques d'austérité qui ne profitent qu'aux plus riches. Les gouvernements doivent répondre à l'urgence sociale et environnementale, avec des mesures fortes pour augmenter les salaires et les pensions, défendre les emplois dans l'industrie et les services publics.

La CGT apporte tout son soutien aux familles des victimes, au TUC ainsi qu'aux travailleurs du Royaume-Uni, notamment toutes celles et ceux qui sont intervenus ces derniers jours dans les rues pour protéger les populations et soigner les blessés. Les travailleurs sociaux ont joué également un rôle essentiel pour apporter leur aide, tout comme celles et ceux des services publics.

Nouvelle victoire ! InVivo condamné à réintégrer le délégué CGT Christian Porta et à verser 500 000€

Après plusieurs défaites juridiques pour InVivo, la nouvelle tentative de licenciement du délégué CGT Christian Porta par le géant de l'agrobusiness a été sévèrement sanctionnée par le conseil des Prud'hommes de Forbach et le tribunal judiciaire de Sarreguemines.



Encore plus d'informations sur nos sites Internet : <http://www.dgfip.cgt.fr/57/>
<http://www.financespubliques.cgt.fr/>

Bulletin d'adhésion

NOM : Prénom :
Grade :Échelon : Indice :Temps partiel :
Résidence administrative
Adresse personnelle

Sollicite mon adhésion à la section CGT Finances Publiques de la Moselle.

À....., le Signature :

Bulletin à renvoyer par courriel à cgt.ddfip57@dgfip.finances.gouv.fr

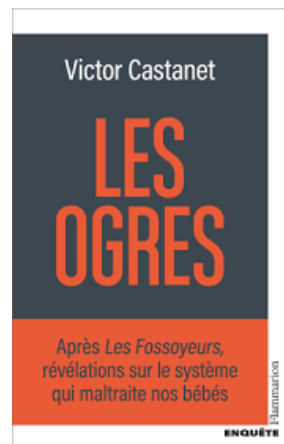
LE CHARDON A LUNETTES

LES VAUTOURS SE GAVENT DES RESTES DE L'ÉTAT PROVIDENCE

Lorsque le gouvernement travailliste au lendemain de la seconde guerre mondiale popularise le concept de Welfare State (Traduit en français par État providence) avec la célèbre formule « du berceau à la tombe ». Cela signifie : assurer à l'ensemble de la collectivité nationale des droits et des garanties qui fondent une véritable sécurité sociale pour tous, tout au long de sa vie.

Ces derniers seraient très surpris aujourd'hui de voir que les capitalistes reprennent ce concept pour mieux assouvir leurs intérêts prédateurs.

Après son livre enquête sur les dérives dans les maisons de retraites, notamment par le groupe Orpée (*Les fossoyeurs*, édition Fayard 2022), Vincent Castanet sort en cette rentrée un livre enquête stupéfiant sur le système des crèches privées, dans *les Ogres* (édition Flammarion 2024).



Nous retrouvons dans cette enquête les mêmes recettes pour assouvir l'appétit d'opérateurs privés. Le cocktail est simple, pression sur les salariés, mauvais traitements des clients, recherche d'argent public, valse des groupes d'intérêts et de pressions auprès du monde politique.

Pour la CGT Finance Publiques 57, nous devons sortir de ce système qui est coûteux pour la collectivité et pour l'ensemble des citoyens et revenir aux origines du welfare state. La collectivité publique doit à nouveau s'occuper des besoins sociaux des populations de la naissance à la fin de vie.

DÉBAT D'IDÉES : Réapprendre à faire grève », de Baptiste GIRAUD (Presse universitaire de France)



Baptiste Giraud est universitaire, et il a fait un travail en immersion au sein d'une union départementale CGT (lieu où l'on retrouve l'ensemble des syndicats professionnels d'un département).

A travers de nombreux exemples vécus sur le terrain de la lutte, il se rend compte d'un rapport distancié des salariés envers le fait de se mettre en grève.

Le syndicat est vu avant tout comme un « moyen de protéger de l'autoritarisme patronal » comme « un espace d'accès à la protection et aux connaissances juridiques nécessaires pour faire valoir ses droits »

Face à ce constat, les militantes CGT de cette Union Départementale travaillent avec les salariés sur l'organisation de l'apprentissage de la grève. Ils insistent sur l'importance d'instaurer un rapport de force collectif et mener une lutte efficace.

L'auteur relate ici trois conflits sur le temps long, qui démarrent par une situation de raz

le bol vers « des moments d'émancipations et de revanche morale »

Ce travail militant est un travail au long cours, car le combat par la grève est éprouvant mais il reste le seul moyen pour enfin gagner !!!

RENTREE LITTÉRAIRE

Est sorti en ce mois de septembre un beau petit livre « Ceux du Lac » de Corinne Royer

Une famille tzigane vit dans un immense delta aux portes de Bucarest. Sasho, Naya et ses frères vivent dans la nature et pêchent les poissons dans la rivière du coin assumant une vie en marge au milieu des poètes et de l'amour du français de leur tante Marta.

Mais un jour sous pression de l'état voulant créer une réserve écologique, la famille est expulsée de leur paradis.

Reste qu'une ultime promesse à la plus jeune traverser le pays en train (et retracé dans des poèmes en prose jalonnant le livre) à la rencontre des bisons des Carpates

